

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
3 juillet 2013
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 3 juillet 2013, adressée au Secrétaire
général par la Chargée d'affaires par intérim
de la Mission permanente des États-Unis
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer que, pendant qu'ils assureront la présidence du Conseil de sécurité, les États-Unis tiendront, le mercredi 17 juillet 2013, un débat public intitulé « Protection des civils dans les conflits armés : protection des journalistes ». Afin de guider les débats sur la question, les États-Unis ont établi le document de référence ci-joint (voir annexe).

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Chargée d'affaires par intérim
(Signé) Rosemary A. Di Carlo



**Annexe à la lettre datée du 3 juillet 2013 adressée
au Secrétaire Général par la Chargée d'affaires
par intérim de la Mission permanente des États-Unis
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Document de réflexion sur le débat public du Conseil
de sécurité intitulé « Protection des civils dans les conflits
armés : protection des journalistes » (17 juillet 2013)**

Pendant qu'ils assureront la présidence du Conseil de sécurité, en juillet, les États-Unis tiendront un débat public sur la protection des journalistes. Ce débat s'appuiera sur la résolution 1738 (2006) du Conseil et la déclaration de son président, en date du 12 février 2013, sur la protection des civils dans les conflits armés (S/PRST/2013/2), qui comportent l'une et l'autre des dispositions consacrées à la protection des journalistes. Le débat offrira aux membres du Conseil l'occasion d'exprimer le soutien du Conseil à la liberté d'accès et à la protection dont doivent jouir les journalistes, de constater l'intérêt que présentent, pour les débats du Conseil, l'information et les analyses qu'ils lui fournissent indirectement, et de prendre conscience de la réalité et de la fréquence des actes de violence dont les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé sont victimes dans de nombreuses parties du monde. Ce débat sera aussi l'occasion de rappeler que tous les auteurs d'actes de violence commis contre des journalistes doivent répondre de leurs actes et qu'il est de la responsabilité des États de lutter contre l'impunité.

Considérations générales

Depuis la dernière fois que le Conseil de sécurité a examiné la question de la protection des journalistes, en 2006, les journalistes ont continué d'être victimes d'actes de violence partout dans le monde; on a notamment assisté à une recrudescence des assassinats et des emprisonnements de journalistes. Rien qu'en 2012, au niveau mondial, 121 journalistes ont été tués, plus de 200 ont été emprisonnés et beaucoup d'autres ont été la cible d'actes de violence^a. Étant donné la contribution cruciale que le journalisme apporte à la connaissance des zones de conflit par la communauté internationale, nous souhaitons mettre l'accent sur l'importance vitale qu'il y a à protéger ceux qui travaillent dans des zones de conflit. Conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la liberté d'opinion et la liberté d'expression doivent être garanties à tous, notamment aux journalistes, qui doivent en outre pouvoir exercer ces droits, en publiant leurs travaux aussi bien en ligne que hors ligne. Le rapport de 2012 de l'Organisation des Nations Unies pour la science et la culture sur le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité fournit des informations supplémentaires que le Conseil devrait prendre en considération.

^a L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) établit des rapports et rassemble des données sur la sécurité des journalistes, y compris sur les assassinats de journalistes. Pour plus d'information, voir : <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/freedom-of-expression/safety-of-journalists/>.

Débat public

Nous invitons les États Membres à contribuer à ce débat thématique du Conseil de sécurité, qui sera présidé par la Représentante permanente par intérim des États-Unis auprès de l'ONU. Le débat permettra de montrer que le Conseil est attentif au rôle que jouent les journalistes et aux risques qu'ils prennent. Pour enrichir le débat, nous prévoyons d'inviter un certain nombre de représentants des médias à prendre la parole sur des questions ayant trait à la protection des journalistes, à témoigner de leur expérience du travail de terrain et à présenter les mesures qu'ils prennent pour protéger leurs collaborateurs. Ces intervenants s'exprimeront en outre sur les risques auxquels leurs collègues et eux-mêmes s'exposent pour informer le public des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, notamment sur les problèmes d'accès et de sécurité.

Pendant le débat, les membres du Conseil voudront peut-être aborder les questions suivantes dans leurs interventions :

- Observations sur le journalisme de guerre;
- Meilleures pratiques de protection des journalistes dans les situations de conflit;
- Exemples de mécanismes de responsabilisation pertinents et de mesures visant à combattre l'impunité;
- Examen des enquêtes et des poursuites judiciaires relatives aux actes de violence ou incidents mortels dont des journalistes, des professionnels des médias et du personnel associé sont victimes;
- Moyens par lesquels la société civile aide à protéger les journalistes;
- Importance des technologies nouvelles et émergentes pour la communication rapide d'informations utiles sur les situations de conflit et nécessité de garantir un accès libre et gratuit à ces outils.

Intervenants

Outre la présentation de M. Jan Eliasson, Vice-Secrétaire général, nous entendrons les interventions des experts ci-après, qui prendront la parole sur la question de la protection des journalistes :

Richard Engel (NBC). Richard Engel a couvert de nombreux conflits, notamment en Iraq, en Afghanistan, en Syrie, à Gaza, en Lybie, en Égypte et en Somalie. Correspondant à l'étranger en chef de NBC News, il est généralement considéré comme l'un des principaux correspondants américains à l'étranger, ayant couvert au cours des 15 dernières années des guerres, des révolutions et des transitions politiques dans le monde entier. Auparavant, M. Engel a travaillé pour ABC News et a été, de 2001 à 2003, le correspondant au Moyen-Orient de l'émission *The World*, produite conjointement par la BBC World Service, Public Radio International et radio WGBH-Boston. Il a également écrit des articles pour *USA Today*, l'agence Reuters, l'agence France-Presse (AFP) et *Jane's Defence Weekly*. En décembre 2012, M. Engel et les membres de son équipe ont été enlevés en Syrie et détenus pendant cinq jours par Ahrar el-Sham. M. Engel est l'auteur de l'ouvrage intitulé *A Fist in the Hornet's Nest: On the Ground in Baghdad Before, During and After the War*, dans lequel il relate la période pendant laquelle il a

couvert la guerre en Iraq depuis Bagdad. Son ouvrage le plus récent s'intitule *War Journal: My Five Years in Iraq*.

Kathleen Carroll (Associated Press/Comité pour la protection des journalistes). Kathleen Carroll est la Directrice exécutive et première Vice-Présidente d'Associated Press et assure également la vice-présidence du Conseil d'administration du Comité pour la protection des journalistes. À Associated Press, M^{me} Carroll dirige l'ensemble des journalistes des 243 bureaux de l'agence, répartis dans 97 pays, et gère les problèmes de sécurité que rencontrent quotidiennement ses reporters. Elle a également travaillé à Knight Ridder, où elle a occupé les fonctions de Chef du Bureau de Washington et supervisé la couverture de l'actualité politique de Washington et de l'actualité internationale pour le groupe. Elle est membre du jury du prix Pulitzer depuis 2003.

Mustafa Haji Abdinur (AFP). Mustafa Haji Abdinur est un journaliste et correspondant de radio somalien autodidacte. M. Abdinur a créé Radio Simba, qui compte plus de 2 millions d'auditeurs dans le sud et le centre de la Somalie. En 2009, le Comité pour la protection des journalistes lui a décerné l'International Press Freedom Award. Dans le discours poignant qu'il a prononcé en recevant ce prix, Mustafa Haji Abdinur a parlé de ses confrères et amis qui avaient perdu la vie en cherchant à faire savoir au monde ce qui se passait en Somalie. « Avant, nous étions plus nombreux » a-t-il déclaré. « Mais la violence de la guerre a forcé beaucoup d'entre nous à fuir. Ces deux dernières années, il y a eu un véritable exode de journalistes. Il y a davantage de reporters somaliens à Nairobi qu'à Mogadiscio. Inutile de dire qu'il est devenu trop dangereux pour les journalistes étrangers de couvrir ce qui est devenu l'une des pires crises humanitaires dans le monde. »

Ghaith Abdul-Ahad (*The Guardian*). Ghaith Abdul-Ahad est un reporter et photojournaliste iraquien qui a notamment fait des reportages en Iraq, en Somalie, au Soudan, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, au Yémen et au Liban, et a écrit des articles et pris des photos pour des organes de presse tels que *The Guardian*, *The Washington Post*, *The New York Times*, *Los Angeles Times* et *The Times* (Londres). Ayant déserté l'armée de Saddam Hussein, il a vécu clandestinement à Bagdad pendant six ans. Il a commencé à prendre des photos dans la rue en 2001, décidé à témoigner des conditions de vie qui régnaient à Bagdad pendant la guerre. Ses activités ayant attiré les soupçons, il a été arrêté trois jours avant la fin des principales opérations militaires mais a réussi à s'échapper en soudoyant ses gardiens. En octobre 2010, il a été retenu pendant cinq jours par des combattants taliban qu'il était parti interviewer. En 2011, alors qu'il faisait un reportage sur le conflit libyen, il a été fait prisonnier par l'armée libyenne qui l'a tenu en captivité pendant près de deux semaines. Il fait actuellement des reportages sur le conflit syrien.